

Assurer un service public AEP avant fin 2020

Dossier de la rédaction de H2o
December 2019

Le service public de la gestion de l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement sera assuré dans l'ensemble des communes du pays avant la fin de 2020, a annoncé le ministre des Ressources en eau, Ali Hamame. "Le travail (transfert de gestion) se poursuit jusqu'à ce que l'ensemble des communes du pays soient sous la responsabilité de l'Algérienne des Eaux (ADE) et de l'Office national de l'assainissement (ONA) avant fin 2020", a expliqué M. Hamame lors d'une réunion de travail avec les cadres de son secteur autour de l'examen de l'état du service public dans le secteur de l'eau et l'assainissement. M. Hamame a fait savoir qu'entre 2018 et 2019, il a procédé au transfert de la gestion du service public de l'eau de 160 communes respectivement à l'ADE et l'ONA. Ainsi, 140 communes ont été transférées à l'ADE, ce qui a élargi le champ d'action de l'entreprise publique à 1 000 communes à travers le pays. La gestion service public de l'eau de 20 autres communes a été confiée, quant à elle, à l'ONA. Cela porte le domaine de gestion de cet organe public à 1 147 communes à l'échelle nationale. Sur le plan organique, le ministre a indiqué que la clôture des projets de réalisation en cours du secteur des ressources en eau à la fin de l'année en cours, permettra de disposer de 155 milliards de dinars, qui profiteront à l'inscription de nouvelles opérations du secteur. Au niveau du programme sectoriel centralisé, la somme issue de la clôture des opérations est estimée à 141 milliards de DA pouvant permettre l'inscription de nouvelles opérations au profit du secteur, a précisé le même responsable. Concernant le programme décentralisé géré par les walis, le montant disponible après la clôture des opérations d'ici fin 2019, s'élève à 14 milliards de dinars. La loi de finances 2020 ne prévoit pas de nouveau programme au profit du secteur, a rappelé le ministre. Actuellement, 2 051 opérations sont enregistrées au niveau du secteur des ressources en eau avec une autorisation de programme globale estimée à 2 918 milliards de dinars.

Algérie Presse Service (Alger) - AllAfrica